

**Bulletin officiel n° 2357 du 27/12/1957 (27 décembre 1957).**  
**Dahir n° 1-57-306 du 18 rebia II 1377 (12 novembre 1957) relatif à la détaxation des carburants à l'usage des aéro-clubs.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed ben Youssef)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu les dahirs du 22 joumada II 1344 (6 janvier 1926) instituant de nouvelles taxes intérieures de consommation, notamment sur les essences de pétrole, du 22 moharrem 1349 (20 juin 1930) créant de nouvelles taxes intérieures de consommation, notamment sur les pétroles et les huiles minérales. raffinées ou lampantes, du 4 rejab 1359 (8 août 1940) portant création de nouvelles taxes intérieures de consommation sur certains produits paroliers, tels qu'ils ont été modifiés ou complétés par les textes subséquents, notamment par les dahirs des 18 rejab 1359 (22 août 1940), 17 rebia II 1367 (28 février 1948), 14 chaabane 1372 (29 avril 1958), 25 hija 1373 (25 août 1954) et 27 hija 1375 (31 juillet 1956) ;

Vu le dahir du 12 rebia I 1327 (16 décembre 1918) sur les domaines,

**A Décidé ce qui suit :**

**Article Premier:** A compter du 1er octobre 1957, les carburants utilisés par les aéro-clubs bénéficieront du dégrèvement total des taxes intérieures de consommation qui leur sont applicables.

**Article 2:** Pour bénéficier des dispositions de l'article précédent, les aéro-clubs régulièrement constitués devront formuler et produire la déclaration de leurs besoins selon des modalités qui seront fixées par un arrêté conjoint des ministres de l'économie nationale et des travaux publics.

**Article 3:** Les dotations seront représentées par des bons dont les modalités d'attribution, de distribution et d'utilisation seront fixées par arrêté conjoint des ministres de l'économie nationale et des travaux publics.

**Article 4:** Toutes infractions aux dispositions du présent dahir ainsi qu'à celles des décrets et arrêtés pris pour son exécution sont passibles d'une amende de 10.000 à 2.000.000 de francs.

Les complices sont passibles des mêmes peines que les auteurs principaux.

Les amendes ont toujours le caractère de réparations civiles.

En cas de transaction, les articles 25 et suivants du dahir du 12 rebia I 1327 (16 décembre 1918) sur les douanes sont applicables.

Le produit des amendes est réparti comme en matière de douanes.

Fait à Rabat, le 18 rebia II 1377 (12 novembre 1957).  
Enregistré à la présidence du conseil, le 18 rebia II 1377 (12 novembre 1957)

**Bekkai.**

